le prolétaire

bimensuel — **parti communiste international (programme communiste)**

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

30 mars - 19 avril 1970

8me ANNEE — N° 78

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

Le mythe de l'impartialité de l'Etat

Au cours de la longue crise gouvernementale italienne, le parti dit « communiste » de ce pays a formulé une revendication familière aux prolétaires de nationalité française. Tout comme leurs collègues français, en effet, les pseudo-communistes italiens sont de farouches défenseurs des valeurs éternelles de la démocratie : parlement, constitution, légalité. Des uns et des autres on ne saurait dire quels sont les serviteurs les plus actifs des aspirations de la petite et moyenne bourgeoisie, les propagadeurs les plus zélés des illusions et préjugés de ces classes au sein du prolétariat. Aussi, tout comme notre P. C. F. — qui rompt des lances pour la « liberté d'expression à l'O.R.T.F. » — le P. C. italien a fait de la lutte pour une « télévision démocratique » un de ses chevaux de bataille.

En face du petit écran, toute distinction de classe s'évanouit. Le public de la télévision est un modèle idéal de " peuple " : petits commerçants et midinettes, propriétaire terrien et producteur parcellaire, patron et ouvrier, tous sont égaux devant elle plus que devant la loi. Ils coexistent pacifiquement ; ils adorent les mêmes idoles, poussent les mêmes exclamations, versent les mêmes larmes et surtout s'abrutissent dans la plus parfaite unité. Mais la télévision n'est pas seulement une boîte à images, un moulin à paroles qui débite les nouvelles, c'est un " instrument de connaissance ". Or l'on sait que la " culture " est pour nos " communistes " une véritable divinité et qu'ils réclament, à l'égal d'un droit, la possibilité, pour les ouvriers, de l'encenser : ils veulent la voir figurer dans les programmes de formation professionnelle des jeunes ; ils la revendiquent pour " tous les citoyens ", " indépendamment de leur naissance et condition ".

Les gens du P.C. italien font de même lorsqu'ils considèrent la télévision comme une citadelle qui devrait être conquise à une « ligne culturelle démocratiquement définie », afin d'en assurer une *gestion démocratique* qui serait — disent-ils — un pas... vers le socialisme ! " La légitimité et la valeur du monopole d'Etat " — ajoutent-ils — doivent être défendues comme garanties d'une publicité " indépendante ", d'une information " impartiale " et du respect de la liberté dans tous les domaines. En somme *c'est le principe même de l'Etat*, dans son acception bourgeoise de « bon père de famille », que le P.C. considère qu'il est de son devoir, et du devoir des travailleurs, de *défendre*. A l'entendre, la télévision serait notre bien à tous. La défendre, c'est-à-dire la *réformer*, règlerait tous les problèmes qui hantent nos progressistes : Notre Père qui êtes aux cieux, donnez-nous aujourd'hui notre télévision quotidienne, libre, démocratique, étatique, impartialement publique, progressiste et "ouverte " à toutes les voix — sauf bien entendu à celles qui *troublent l'ordre !*

On prêterait peu d'attention à cet aspect banal du néo-réformisme « communiste » qui n'est qu'une vulgaire répétition de formules aussi vieilles que l'opportunisme lui-même, s'il ne constituait l'argument central d'une énorme campagne destinée à persuader la classe ouvrière que l'Etat *n'est plus* l'impitoyable machine que les vrais marxistes ont toujours dénoncée. « L'Etat, dit Lénine dans " L'Etat et la révolution ", en reprenant une phrase de Marx entre mille autres identiques, est un organe de *domination* de classe, un organisme d'*oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit de classe ».

Il faut souligner ces termes : l'Etat consolide l'oppression de classe en modérant le conflit entre les classes, ce qui signifie — messieurs les partisans de la démocratie comme étape vers le socialisme — que cette démocratie est une *forme d'Etat*, lequel, alors même qu'il *modère* le conflit entre les classes, se renforce lui-même pour rendre plus difficile la révolution, et donc le socialisme. Les opportunistes d'aujourd'hui, plus vils que leurs prédécesseurs parce que *récidivistes*, s'efforcent de faire croire aux ouvriers que l'Etat est un organe situé *au-dessus* des classes et *au-dessus* de leurs conflits. Ils suent sang et eau pour convaincre le prolétariat qu'il n'est plus nécessaire d'*abattre* la domination de classe qu'incarnent l'Etat et tous ses appareils de propagande — la télévision en premier lieu — et qu'il suffit d'obtenir une sorte de *participation*

(*Suite page 2*)

La gauche anti-prolétarienne

Répondant aux questions du "Nouvel Observateur" (9 mars 70), un militant de la "Gauche prolétarienne" a caractérisé ainsi les positions de son mouvement :

« Ce qui caractérise la G. P., c'est sa volonté de garder l'offen» sive, de prendre les initiatives que les masses attendent des révo» lutionnaires et d'aider à édifier dans la lutte **le parti de l'unité du » peuple.** » (Souligné par nous, NdR).

Et un peu plus loin il a précisé leur vision de la révolution :

« Les luttes en Europe, où l'on parle souvent des miracles du » capitalisme, prouvent que la situation, loin d'être désespérée, est » plutôt excellente. Même la Suède, pays de paix sociale, voit éclater » des grèves sauvages. Même le Danemark. Partout éclatent des » actions spontanées. Les ouvriers de Renault prennent tous les jours » le métro sans payer ; d'autres ouvriers maoïstes volent trente » mille tickets de métro à la station Passy pour protester contre le » prix des transports et les distribuent gratuitement à la population. » On dit d'eux que c'est une petite minorité. Les paysans séques» trent Guichard. C'est une petite minorité. Mais les minorités de ce » genre apparaissent partout. C'est ce que nous appelons, nous, **des » partisans.** Et ces actions de partisans préparent la **levée en masse,** » annonciatrice de **la révolution de notre peuple.** Elles ne sont pas » sans rappeler **celles des partisans pendant la Résistance.** D'ailleurs, » nous appelons souvent les révisionnistes des collabos et nous trai» tons la bourgeoisie comme un " occupant ". » (C'est toujours nous qui soulignons, NdR).

Voilà donc les gens qui osent se qualifier de gauche « prolétarienne » ! Mais où donc, chère Gauche, où donc est passé le prolétariat dans votre perspective et dans votre programme ? **Il a disparu !** Les bourgeois prétendent faire disparaître le prolétariat dans « la population », les révisionnistes prétendent que ses intérêts se confondent avec ceux de la Nation, mais vous êtes encore plus infâmes que le P.C.F., vous rejoignez directement la bourgeoisie **en escamotant purement et simplement le prolétariat !**

Il serait faux de croire que ces maoïstes sont simplement des « attardés », des gens qui ne se sont pas aperçu que la « révolution de notre peuple » a eu lieu en France il y a déjà deux siècles! En réalité, ce mouvement qui se présente comme un mouvement radical de «révolution populaire» (avec toute la phraséologie tirée de la révolution bourgeoise radicale, et du résistantialisme qui prétendait reproduire les guerres de constitution nationale) est la façon la plus subtile de lutter contre la révolution PROLETARIENNE : la prétention de faire renaître la phase révolutionnaire du capitalisme.

A l'aube de la révolution bourgeoise, considérée à l'échelle mondiale, le prolétariat naissant en même temps que la bourgeoisie devait d'une part appuyer sans réserve la lutte contre la féodalité, et d'autre part ne pouvait que **se fondre dans le peuple.** Il faudra le triomphe de la révolution bourgeoise et le développement du capitalisme pour qu'il puisse découvrir **sa position de classe.** Mais cette absence du prolétariat comme force **autonome,** cette fusion dans la révolution populaire, qui s'est vérifiée dans la révolution anglaise et encore largement dans la révolution française, était déjà historiquement dépassée lors de la révolution de 1848 en Allemagne !

Dès ce moment, et à plus forte raison pour des révolutions bourgeoises et luttes de constitution nationales encore plus tardives, Marx et Engels ont montré que le prolétariat devait **se constituer en classe autonome,** intervenir **comme tel** dans la révolution démocratique populaire pour la pousser à l'extrême, **et la dépasser par sa propre révolution** en s'érigeant en **classe dominante.**

La révolution de 1848 a été battue, mais Lénine a repris mot pour mot la position de Marx et Engels, et c'est sur **cette base** que le prolétariat a pris le pouvoir en Octobre 1917 dans la perspective non pas de faire un paradis socialiste en Russie, mais d'impulser la révolution mondiale. Le fait que la faiblesse du prolétariat européen, qui n'était pas

(*Suite page 2*)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

IV. - La contre-révolution stalinienne

Nous avons montré précédemment qu'en l'absence d'une victoire de la révolution communiste européenne, le pouvoir des Soviets — incapable de promouvoir ce « socialisme en un seul pays » impudemment promis par Staline — vivait sous la menace d'une sourde offensive interne des classes non-prolétariennes. En Staline, la pression réactionnaire de ces classes et leur aspiration à un compromis avec le capitalisme mondial trouvèrent un champion d'autant plus efficace qu'il sut travestir, aux yeux du prolétariat, le néo-capitalisme russe en une sorte de socialisme national.

Cette imposture recouvre un des événements les plus mal compris de l'histoire contemporaine. Non seulement la perspective authentique de la révolution d'Octobre reste enfouie sous un demi-siècle de falsifications politiques et doctrinales, mais encore elle représente, pour bon nombre de ceux qui parviennent à la déchiffrer, un tel défi au rythme des transformations historiques, une ambition à ce point surhumaine, compte tenu des conditions russes, qu'elle ne leur apparait même plus vraisemblable. Aussi ne répète-t-on jamais assez que la clé d'une solution socialiste se situait hors de la Russie.

A l'intérieur de la Russie, au contraire, le caractère double de la révolution ne pouvait se maintenir indéfiniment : le développement économique qu'exigeait la révolution bourgeoise accomplie, ne pouvait que saper et, à plus ou moins longue échéance, anéantir la victoire purement politique de la révolution socialiste.

Dans la Russie des années 1920, en effet, tout ce qui découle d'exigences économiques nationales, **tout ce qui exprime des intérêts sociaux** russes, **constitue un danger mortel pour le communisme, toutes les stratégies sociales concevables à l'intérieur de ce pays recèlent, selon le sort réservé à la révolution internationale, le même risque fatal pour le prolétariat russe.**

Grâce à la destruction de la propriété foncière féodale, la bourgeoisie paysanne a acquis une influence économique et sociale considérable. Elle accapare les terres des paysans pauvres en les affermant. Elle utilise au mépris de la loi de la main-d'œuvre salariée et va même jusqu'à monopoliser le blé et affamer les villes. Dans l'administration où, par la force des choses, des dizaines de milliers de militants communistes se sont transformés en fonctionnaires, se développe un appareil de bureaucrates dont le principe est « l'administration pour l'administration », « l'Etat pour l'Etat ». Dans le pays où règne la disette, avoir emploi ou logement devient un privilège et, après 1923, défendre une véritable opinion communiste, un acte d'héroïsme.

Pourquoi après 1923 ? Il est bien certain que ce que nous appelons la contre-révolution stalinienne est le couronnement d'un processus s'étendant sur plusieurs années dont il est malaisé de déterminer le « seul » critique. 1923 n'est pourtant pas un point de référence arbitraire. C'est l'année de l'échec définitif de la révolution allemande : la dernière chance d'une extension proche du communisme en Europe s'évanouit et la portée considérable de ce fait est si bien comprise dans le parti russe que la nouvelle y provoque des suicides. C'est aussi l'année où la situation catastrophique de la production russe est révélée par la crise dite « des ciseaux »: les courbes respectives des prix agricoles et industriels se présentent sous cette forme dans le diagramme soumis par Trotsky au XIIe Congrès du Parti et leur écart croissant pose un problème aigu d'orientation économique et de stratégie sociale. Faut-il aider d'urgence l'industrie lourde ou, au contraire et à ses dépens, continuer la politique des allègements fiscaux en faveur de la paysannerie ? La réponse est laissée en suspens, mais la situation continue de s'aggraver avec 1.250.000 chômeurs.

Egalement en 1923, Lénine subit la troisième attaque de l'artériosclérose qui l'emportera en janvier 1924, non sans qu'il ait auparavant dénoncé, dans ce que l'on peut considérer comme son testament politique, « les forces puissantes qui détournent l'Etat soviétique de sa route » et rompu avec Staline, **qui incarne, dit-il, « un appareil qui nous est** foncièrement étranger **et représente un salmigondis de survivances bourgeoises et tsaristes ». 1923 est enfin l'année où se fomente, pendant la maladie de Lénine — et il faut le dire grâce d'abord à la cécité des « vieux bolcheviks » manipulés par Staline — la première cabale contre Trotsky. Contre l'organisateur de l'Armée rouge sont alors propagés les premiers** faux politiques **qui grossiront ensuite jusqu'à devenir ce ramassis de calomnies immondes et d'accusations grotesques dans lequel les canailles actuelles du P.C.F. — en dépit de tous les démentis, y compris ceux de leur ex-vénéré Khrouchtchev — continuent aujourd'hui encore à puiser leurs références historiques. Les meilleurs des** compagnons de route **de Lénine ne comprendront**

(*Suite page 4*)

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du Parti communiste international

AU SOMMAIRE :

- **Garaudy, ou la révolution pacifique de Don Quichotte.**
- **Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy).**
- **Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924),** 3e partie.
- **Bilan de l'automne chaud en Italie.**

Le numéro : 4 F — Commandes au " prolétaire "

LE CAPITALISME MONDIAL ET L'APPROCHE DE LA CRISE

(Suite du précédent numéro)

Perplexité des économistes

Les économistes, idéologues du capital, ont mis en branle leurs immenses moyens de recherche pour tenter de prévoir le proche avenir, celui des années 1970-71. Il est évident que leur conscience de savants du capitalisme est bouleversée par les résultats auxquels ils sont parvenus. Considérons par exemple l' « école de Chicago », dont les «thèses de Saint Louis» ont été reprises dans le *Times* du 27 novembre dernier, dans un article de Peter Jay, reproduit dans *Problèmes économiques* (n° 1147). Dans ces thèses, trois hypothèses sont avancées:

« 1° Si la masse monétaire » demeurait stable comme pendant ces cinq derniers mois, » le P.N.B. fléchirait à un rythme annuel qui atteindrait » 3,4 % au troisième trimestre » de 1970 avant de revenir à » 1 % au dernier trimestre de » 1971. Dans ce cas, les prix » augmenteraient encore de » plus de 4,5 % pendant 1970 et » d'environ 3 % en 1971. Le » chômage atteindrait 6 % à la » fin de 1970 et près de 8 % à » la fin de 1971. Les taux d'intérêt à long terme resteraient » à 7/14 % pendant toute la » période considérée ».

« 2° Si, en revanche, comme » ce sera vraisemblablement le » cas à partir du printemps » prochain, la masse monétaire » s'accroissait aux taux de 3 % » l'an, les projections de la » banque Saint Louis donnent » à penser qu'il n'y aurait alors » pas de croissance réelle en » 1970 et seulement une expansion négligeable en 1971. Le » chômage s'élèverait à 5,5 % » au bout de 12 mois et à 6,5 % » au bout de 24 mois. Le taux » de l'inflation fléchirait d'un » demi-point au bout de deux » ans. Les taux d'intérêt à long » terme auraient tendance à » augmenter très légèrement ».

« 3° Enfin, si la masse monétaire s'accroissait de 6 %, les » taux de chômage et d'inflation s'établiraient à 5 % au » bout de deux ans ».

En mettant de côté les théories monétaristes de l' « école de Chicago », qui prétendent résoudre tous les problèmes en mettant sans dessus-dessous les termes économiques réels, ce qui saute aux yeux de tous c'est que, même dans l'hypothèse la plus favorable prévue par ces économistes, l'inflation et le chômage se maintiendraient. Ces prévisions, ainsi que l'opinion d'autres économistes et industriels américains, se fondent sur la peur que les U.S.A. soient frappés par une crise productive du type 1929-33. Il est clair, dans ce cas, qu'une crise de déflation ne se combat pas par des manœuvres monétaires qui s'en tiennent à la surface de l'économie, mais par la formule classique de l'élargissement des marchés de débouché.

La guerre impérialiste n'a rien résolu

Il s'agit donc d'un problème politique, en ce sens que la déflation peut être momentanément évitée à la condition que l'économie des pays frappés par la crise puisse déverser dans les pays qui ne seraient pas touchés par elle, les marchandises excédentaires ainsi que le capital financier ne pouvant s'investir sur place.

La solution serait relativement facile si la crise pouvait être circonscrite à un seul point de la zone industrialisée du capitalisme. Elle devient au contraire impossible lorsque la crise frappe tous les pays hautement industrialisés. C'est là une considération que les économistes de l'école de Chicago n'ont pas voulu faire, évitant de tenir compte du fait que d'autres pays se trouvaient dans les mêmes difficultés que les U. S. A.

Nous sommes de nouveau en 1914 ou en 1939 : une nouvelle répartition des zones d'influence s'impose, une nouvelle révision de la division du marché mondial, tout à la fois cause et conséquence de deux guerres impérialistes. Deux guerres mondiales (l'une menée sous la bannière de la croisade antibarbare, l'autre de la croisade anti-fasciste) n'ont rien résolu ; elles ont seulement ouvert une phase d'armistice entre les colosses impérialistes pendant laquelle chacun a digéré sa proie. Cette digestion est sur le point de prendre fin.

La crise tchécoslovaque d'un côté, le rapprochement entre la Russie et l'Allemagne fédérale de l'autre, illustrent bien la tendance à l'extension du capital occidental vers l'Est ainsi que les obstacles qu'il rencontre.

Deux solutions provisoires

Pour nous, communistes, il est clair que l'alternative n'est pas entre « colombes » et « faucons ». Le parti de la guerre et celui de la paix constituent le même parti de la conservation bourgeoise, la guerre entre les Etats entraînant la paix entre les classes et réciproquement.

Toutefois, le capitalisme sait, pour l'avoir appris de l'histoire, c'est-à-dire de ses victoires sur le prolétariat comme des défaites que lui a infligées la révolution, que son intérêt est de résoudre la crise de régime de la manière la moins brutale possible. La guerre est la solution extrême, qui met à nu les rapports de classe et bouleverse tout l'équilibre politique en vigueur, à long terme tout au moins. Avant d'en venir à la guerre entre les Etats, le capitalisme essaiera de réviser « pacifiquement » les rapports actuels entre les Etats. C'est ce que s'efforce de faire aujourd'hui la diplomatie en tentant d'obtenir une répartition des zones d'influence différentes de celle qui est sortie du second conflit impérialiste.

Les U.S.A., qui entretiennent depuis longtemps des rapports intermittents et quasi-secrets avec la Chine par l'intermédiaire des ambassadeurs chinois et américain en Pologne, ont récemment retiré de nombreuses marchandises de la liste d'embargo commercial en direction de la République populaire de Chine. Le gouvernement libéral-social-démocrate de Willy Brandt s'efforce de son côté de nouer des rapports directs avec l'Allemagne de l'Est et la Pologne, tandis que son commerce avec la Roumanie, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie a doublé en 1969 par rapport à 1968. En somme, on assiste aux premières tentatives de créer un réseau capable d'exporter la crise du capitalisme international en Orient pour les puissances occidentales et en occident pour le Japon. Les puissances du « bloc » russe essaient d'en tirer des conditions avantageuses pour la consolidation de leurs propres affaires.

Cette tentative de solution pacifique de la crise internationale, qui rappelle toutes les tentatives qui ont précédé les deux guerres mondiales, rencontre de nombreux obstacles et il n'est pas dit qu'elle puisse réussir, ou même seulement aboutir d'une manière rapide et satisfaisante pour la conservation du régime capitaliste.

Aussi, comme la règle du jeu l'impose, l'autre solution, la guerre, est préparée simultanément, comme le montre l'actuelle recrudescence du conflit israélo-arabe. Le capitalisme est prévoyant !

La Russie, le bloc oriental et la Chine, jouant le rôle de marchés de débouché, pourraient donc permettre de renvoyer la crise capitaliste générale, de retarder le conflit. La Russie a déjà joué ce rôle en étranglant la révolution prolétarienne chez elle et dans le monde au cours de la décennie qui a précédé la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, l'éventualité d'une révolution prolétarienne est momentanément la grande absente de l'histoire, mais en ouvrant leurs marchés nationaux au grand capital international, les démocraties populaires et la Russie sauveraient momentanément les grands centres impérialistes de la catastrophe économique et sociale, prémisse indispensable à la révolution communiste. De toute façon, une crise retardée est une crise renforcée.

La solution révolutionnaire

Le capitalisme n'est pas tout-puissant. Il tire sa force de la faiblesse de la classe ouvrière, enchaînée au pacifisme social des faux partis ouvriers. L'intelligence du capitalisme est irrémédiablement affaiblie par la soif de profit, l'égoïsme sordide et la rivalité entre Etats.

On prête déjà à Nixon une tactique consistant à pousser la déflation à la limite de la rupture dans l'espoir que les concurrents des Etats-Unis se plient entre temps aux conditions de Wall street et ouvrent leurs marchés. Les alliances de la seconde guerre mondiale sont complètement défaites, les blocs se désagrègent. Le capitalisme, qui exalte la paix, déchire chaque jour les traités et les accords, dépasse des limites que l'on croyait définitives, bouleverse l'économie et les rapports sociaux existants, détruit ce qu'il a édifié et augmente sans le vouloir l'armée de ses fossoyeurs. La révolution communiste s'opposera nécessairement à cette révolution continue, permanente du capitalisme.

La gauche anti-prolétarienne

(Suite de la 1re page)

parvenu à se débarrasser du réformisme, ait entraîné par la suite la contre-révolution en Russie, n'enlève rien à cette victoire formidable.

En Chine par contre, l'Internationale en train de glisser dans l'opportunisme a abandonné cette position marxiste au profit de la « tactique » menchévique : faisant entrer le P. C. C. dans le Kouomintang, elle a brisé le programme et l'organisation du prolétariat chinois et a rendu possible son écrasement total. C'est seulement après la destruction du prolétariat en tant que force autonome que, sous le nom de « communiste », la révolution bourgeoise, démocratique et populaire, a pu se développer. Nous ne pouvons reprendre ici l'analyse des luttes de classe en Chine (voir "Programme Communiste", nos 28 à 33), mais s'il est besoin d'une preuve de la nature exclusivement bourgeoise de la révolution maoïste, nous la trouverons dans le rôle qu'elle a joué et joue à l'échelle internationale : alors que la révolution d'Octobre tendait toutes ses forces vers la constitution du parti mondial du PROLETARIAT, la révolution chinoise tend à **empêcher le prolétariat de se constituer en parti autonome,** elle prétend le noyer **dans une «révolution populaire».**

Or, si en Chine, une révolution même purement bourgeoise, même fondée sur l'écrasement du prolétariat, peut se targuer de quelques réalisations progressives, dérisoires en comparaison de la perspective prolétarienne mais qui au moins localement vont « en avant », la situation se présente tout à fait différemment dans les pays capitalistes développés : ici, **seule** la révolution prolétarienne qui tend à la dictature du prolétariat et à la destruction de l'économie marchande fondée sur le salariat, est révolutionnaire, **et toute activité qui s'oppose à la reconstitution du mouvement de CLASSE du prolétariat est entièrement REACTIONNAIRE et vise à sauvegarder le capitalisme.**

Exactement comme la contre-révolution stalinienne, la révolution chinoise manifeste sa nature **bourgeoise** en travaillant pour le salut du capitalisme mondial; car elle ne fait rien d'autre en prêchant au prolétariat sa fusion dans le peuple, en lui ôtant **son programme et son organisation de classe.** Et nos maoïstes sont encore plus infects que les successeurs de Joseph qui, en parfait accord avec l'Etat bourgeois, s'appliquent **à contenir et à briser** les luttes spontanées des prolétaires. Les maoïstes se précipitent sur ces luttes, ils cherchent même à les gonfler artificiellement, **mais pour mieux les détourner de toute perspective de classe !**

En fait, qu'ils en aient conscience ou non, il s'agit simplement d'une division du travail entre forces contre-révolutionnaires. La bourgeoisie et ses alliés, les champions des voies pacifiques, légales et démocratiques, ne peuvent pas empêcher l'éclatement de luttes violentes du prolétariat : ces luttes dérivent des contradictions mêmes du capitalisme. Alors vient **l'autre allié,** le maoïste : il accepte la violence, oui, **mais la violence « de partisans »** ; il est pour la lutte, oui, **mais la lutte « du peuple » ;** NON PAS LA LUTTE DE CLASSE, MAIS LA LUTTE CONTRE L'OCCUPANT.

Objectivement, à quoi tend leur activité ? Eh bien, cette apologie de la violence « populaire » ou plébéienne, qui se prétend contre les bourgeois mais au-dessus des classes, qui prône un socialisme national-populaire, qui se veut anti-capitaliste sans être prolétarienne, tout ce programme nous le connaissons de longue date ! Qu'est-ce donc, sinon le bon vieux programme fasciste ? Et de fait, l'explosion violente des contradictions de la société capitaliste ne peut avoir que deux issues : **la révolution communiste ou le fascisme ouvert.** Et lorsque la violence n'est pas dirigée par le prolétariat pour **ses propres buts de classe,** lorsqu'elle est simplement « violence populaire », elle se retourne fatalement contre le prolétariat.

C'est pourquoi nous combattons aussi bien le P.C.F. que les maoïstes. Fondamentalement d'accord sur l'idéologie national-populaire, ils travaillent dans le même sens par des voies différentes : l'un tend au fascisme « par en haut », par la soumission du prolétariat à l'Etat capitaliste, l'autre tend au fascisme « par en bas », par la révolution populaire. En fait ils se complètent harmonieusement pour barrer la route au prolétariat, et c'est vraiment le cas où on ne sait ce qui est pire, le choléra ou la peste. Légale ou insurrectionnelle, « l'unité du peuple » c'est toujours le fascisme.

Pour notre part, nous ne nous demandons pas ce que « les masses » attendent des révolutionnaires. Nous accomplissons notre tâche de communistes qui est de rendre aux prolétaires le programme communiste que la contre-révolution a extirpé de leur mémoire ; qui est d'intervenir dans les luttes spontanées pour aider les prolétaires à en dégager les leçons, les aider à se libérer de l'idéologie démocratique et populaire, à retrouver leur programme historique de classe et à reconstituer leur organisation de classe. Voilà la seule voie qui conduit à la révolution, TOUTES les autres mènent à la défaite.

Le mythe de l'impartialité de l'Etat

(Suite de la 1re page)

du « peuple » à l'exercice du pouvoir central et de ses activités périphériques. Ils s'y acharnent : la révolution n'est plus nécessaire, répètent-ils ; la transformation socialiste de la société n'est pas conditionné par la dictature du prolétariat, mais par la réforme des institutions bourgeoises. Il ne s'agit plus, pour eux, de détruire le régime d'oppression existant, mais de l'*améliorer* et, ainsi, de lui permettre de modérer plus aisément les conflits sociaux, de concilier le mieux possible les antagonismes dont l'existence même de l'Etat, souligne Lénine à la suite de Marx et d'Engels, est la *preuve* et l'*expression suprême.*

Ce que les « communistes » dégénérés réclament de l'Etat, c'est en quelque sorte de *n'être plus lui-même,* c'est-à-dire un appareil d'oppression pour la classe exploitée. Ils le veulent paternel et conciliant ; *impartial,* donc indépendant de la division en classes de la société ; *juste,* c'est-à-dire hors de la réalité de l'histoire qui est l'histoire des luttes de classe ; *neutre,* c'est-à-dire patrimoine commun aux prolétaires et aux bourgeois, aux « hommes des monopoles » et à ceux qu'ils exploitent. Ils veulent y voir l'image d'une « égalité politique » que l'inégalité économique réelle dément tous les jours. Pis encore, ils veulent qu'il soit l' « éducateur du peuple », trahissant en cela « cette servile croyance à l'Etat ou, ce qui ne vaut pas mieux, au miracle démocratique ; ou plutôt ce compromis entre ces deux sortes de foi au miracle, également éloignées du socialisme », que Marx reprochait âprement au parti socialiste allemand de 1875. En agissant comme ils le font, les faux communistes d'aujourd'hui incitent la classe ouvrière qu'ils prétendent représenter à *s'insérer elle-même* dans les rouages de l'appareil d'oppression pour l'aider à mieux fonctionner, à mieux l'opprimer elle-même !

Le prolétariat n'a rien d'autre à *conquérir* que le pouvoir ; ce qu'il ne peut faire que par la violence révolutionnaire, c'est-à-dire la destruction de l'Etat bourgeois. Quant aux engrenages techniques de l'Etat, que ce soit la radio, la télévision ou tout autre moyen de propagande et d'information, le prolétariat victorieux s'en servira, certes, mais aucunement pour donner la liberté « à tous » : seulement pour mener jusqu'au bout la lutte contre les survivances des classes *vaincues* et *pliées* à sa dictature. Qui enseigne autre chose aux esclaves salariés du capital — que ce soit pour sauver « la dignité du parlement » ou « l'objectivité de l'information » — leur enseigne à renoncer par avance à leurs seules armes d'émancipation dans la lutte longue, difficile, mais véritablement rédemptrice qu'ils ont à mener ; ils les invitent à courber la tête et à plier l'échine devant les idoles maudites de la société de la marchandise, du profit et du travail salarié. Ils sont en fait des contre-révolutionnaires plus criminels que les sbires ouverts et déclarés au service de la conservation sociale capitaliste.

PERMANENCES DU PARTI

- **A PARIS : le samedi 11 avril, de 15 à 19 heures ; le dimanche 19 avril, de 10 à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion** (dans la cour à gauche), **Paris (5e), Métro Gobelins.**
- **A MARSEILLE : le samedi 11 avril, de 15 à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves.**

LIMITES ET DÉGÉNÉRESCENCE DU SYNDICAT

La lutte des classes à l'intérieur du Syndicat

Dans nos articles précédents nous nous sommes surtout attachés à mettre en évidence les limites du syndicat : une action enfermée dans le cadre des rapports bourgeois de production, une revendication qui ne porte que sur une fraction du produit, une idéologie qui, sans le secours de la théorie révolutionnaire, ne peut concevoir que la réforme de l'exploitation capitaliste et non sa destruction.

Il nous fait maintenant aborder ce que nous appelons sa dégénérescence, c'est-à-dire le rôle effectif qu'il joue lorsque, loin de renforcer la classe ouvrière et d'affaiblir le capitalisme, il aboutit au résultat exactement contraire : revendications qui développent la concurrence entre les ouvriers et non leur unité, luttes immédiates qui s'enlisent dans les « négociations » et les « contrats », « présence » dans les organismes étatiques et patronaux qui n'ont d'autre but que la collaboration de classe.

Cette pratique honteuse d'aujourd'hui s'enveloppe dans une idéologie hier encore respectable. Le *réformisme* qu'il serait puéril de réduire, comme le font certains gauchistes, à la « trahison des chefs », a des causes autrement profondes et solides. S'il s'est toujours montré profondément enraciné dans le syndicat, c'est parce que cet organisme, dont la fonction est si étroitement liée aux rapports de production capitalistes, était particulièrement voué à en épouser les évolutions.

Interdit aussi longtemps que, sur le terrain de la « libre concurrence » chère à la bourgeoisie, la coalition des ouvriers était dangereuse pour sa domination politique, le syndicat connut son heure faste quand cette concurrence — même lorsqu'elle jouait au profit des salariés contre les patrons — devint le moteur unique d'une économie capitaliste n'ayant plus à redouter — ou pas encore — une révolution sociale. La légalisation du syndicat apparut alors, pour la sauvegarde de l'ordre existant, comme un moyen plus efficace et plus avantageux que la répression armée. De ce moment-là date l'essor du mouvement syndical, le début de son *apogée*.

Par ce dernier terme nous entendons, non pas simplement l'accroissement numérique du syndicat, mais son aptitude à défendre les revendications *immédiates* du prolétariat sans renoncer à sa revendication *historique*. L'argument actuel de l'opportunisme, qui déduit du *nombre de cartes placées* et de la *considération* dont le syndicat est aujourd'hui l'objet, la certitude de son renforcement croissant, démontre en réalité le contraire de ce qu'il est censé prouver. Si le syndicat est toujours davantage *admis* dans la société bourgeoise, c'est qu'il cesse toujours plus d'être *un danger pour elle*. En tant qu'arme du prolétariat, le syndicat a suivi, non pas un développement rectiligne, ascendant, mais une *courbe* en gros parallèle à celle du capitalisme : *révolutionnaire*, ce dernier redoutait que la coalition des ouvriers fut âme d'une *autre révolution* que la sienne; *réformiste*, il lui consentit d'œuvrer aux seules réformes ; *impérialiste*, il ne l'accepte que pour autant qu'il se plie aux exigences du capital et renonce à ses propres fonctions.

La seconde phase historique du capitalisme est une longue phase de transition durant laquelle révolutionnaires et réformistes *coexistent pacifiquement* dans le syndicat : les réformes, encore réelles, n'affectent pas la perspective de la révolution et l'échéance révolutionnaire *lointaine* ne gêne pas la pratique réformiste. C'est l'époque où l'histoire, à la différence d'aujourd'hui, n'a pas encore définitivement tranché entre les deux « voies », violente ou pacifique, du socialisme. Partisans de l'une ou de l'autre se situent, pratiquement, dans le même camp social, celui du prolétariat, et il faudra une terrible épreuve pour qu'on puisse identifier sans recours possible *réformisme* et *trahison*.

Selon le marxisme révolutionnaire — le seul marxisme — le *programme historique* du prolétariat s'affirme sur un mode définitif tout au début du mouvement ouvrier : précisément lorsque la société bourgeoise n'a pas découvert ses mécanismes de corruption économique et idéologique des classes exploitées et que celles-ci apparaissent par conséquent dans toute leur nudité de classes *sans réserves*. A l'égard de ce programme sont « révisionnistes » toutes les théories qui *révisent* — c'est-à-dire remettent en cause — les principes révolutionnaires tracés en lettres de sang à l'époque où la moindre grève s'achevait sous le feu roulant de la répression. Comme cette attitude ouvertement impitoyable de la bourgeoisie, tout en révélant son vrai visage et en confirmant ainsi le marxisme, laissait par ailleurs des stigmates indélébiles de terreur dans le prolétariat en suggérant, à la place de la lutte armée, des réformes jugées *opportunes*, révisionnisme, réformisme et opportunisme sont des synonymes aussi vieux dans le langage du mouvement ouvrier que ce mouvement lui-même.

Ils n'auraient pourtant pas pu l'investir d'une façon aussi totale s'ils n'avaient répondu aux conditions spécifiques d'une situation historique déterminée. Au cours de cette fameuse « idylle » entre prolétariat et bourgeoisie, les grands déchirements sociaux de la révolution bourgeoise s'étaient progressivement éteints en Europe; l'expansion capitaliste avait pris un tel essor qu'elle pouvait consentir à la classe ouvrière des conditions moins intolérables ; la dictature du capital sut se débarrasser des vestiges barbares hérités du féodalisme et se dissimuler derrière les mirages du suffrage universel ; la législation bourgeoise se soucia des « droits » et de la « sécurité » des travailleurs.

Il faut souligner cependant que ce « progrès social », aussi longtemps que des réformes de la société bourgeoise conservaient un sens, alimentait bien davantage les discours des chefs ouvriers qu'il ne se traduisait en réalisations effectives. C'est seulement lorsque le prolétariat s'en prit directement au cadre politique et social de cette société que les plus vieilles revendications réformistes furent satisfaites, comme, par exemple, la semaine de 48 heures accordée seulement en 1919 pour briser la vague révolutionnaire internationale soulevée par l'Octobre russe. Dans une société mercantile, il est normal que les concessions faites par la classe dominante soit *monnaie d'échange* pour acheter la passivité de la classe exploitée. En fin de compte, ces « conquêtes sociales » dont l'opportunisme chante encore la légende mythique, furent avant tout une arme efficace dans les mains de la bourgeoisie pour corrompre idéologiquement les catégories les mieux rétribuées, s'assurer la complicité des «élus du peuple», trouver dans les représentants syndicaux des *interlocuteurs valables*, c'est-à-dire de véritables agents dans la classe ennemie.

Pour que ce contenu réel du réformisme et ce rôle effectif joué par ses représentants politiques et syndicaux devinssent visibles, il fallait cependant que la société capitaliste, tirée de sa torpeur de la *belle époque*, fut plongée dans des convulsions, identiques quoique démesurément plus grandes, à celles de son enfantement : ce qui fut l'œuvre de la première guerre impérialiste mondiale. Si, aujourd'hui, nous pouvons dire que le réformisme est contre-révolutionnaire c'est parce que, une première fois, il s'est révélé comme tel. Si nous pouvons affirmer que les revendications qu'il inspire encore de nos jours n'ont d'autre contenu que la capitulation sociale et la dégénérescence des organisations ouvrières, c'est parce qu'elles ont déjà montré, à la face du monde et de l'histoire, qu'elles n'étaient plus que diversions et prétextes destinés à faire obstacle à la révolte des classes exploitées.

En août 1914, le réformisme sous tous ses aspects, politiques ou syndicaux, parlementariste ou « syndicaliste-révolutionnaire », a fait faillite *une fois pour toutes*, dissipant le *malentendu* historique sur lequel toute une époque du mouvement ouvrier avait vécu, en parlant de « révolution » et en pratiquant la réforme. Pas une pièce de l'édifice théorique révisionniste qui échappât à cet écroulement ; pas une de ses positions qui ne fut niée au nom de la patrie, de la défense nationale, des *intérêts du capitalisme* : la *paix*, défendue par les réformistes au nom de la lutte de classes, étouffée sous l'hystérie belliciste ; le *parlementarisme*, justifié pour légaliser les conquêtes acquises de haute lutte, devenu participation au gouvernement de guerre ; l'*apolitisme syndical*, soi-disant garantie d'autonomie ouvrière, se révélant comme paravent de la collaboration de classe.

En comparant les positions prises par les syndicats à l'issue de chacune des deux guerres impérialistes mondiales, on est frappé de leur similitude. En 1919 comme en 1945 : sauvetage de la production nationale, sacrifices des intérêts des ouvriers à ceux du « pays », participation aux organismes officiels patronnés par le capitalisme. Comme si, depuis 1914, un seul et même processus de dégénérescence de l'organisation syndicale, lentement mûri, l'avait amenée à son actuelle *colonisation* par le capitalisme. Telle est bien d'ailleurs la tendance historique du capital dans sa phase impérialiste : le contrôle draconien de tous les échanges, y compris celui de la force-de-travail contre salaire.

Mais la même analyse qui nous fait conclure que le réformisme est l'ennemi n° 1 de la révolution nous confirme dans notre certitude que la révolution, finalement, triomphera de lui. Une fois déjà son implantation dans le syndicat a été en effet battue en brèche. Sous l'impulsion de la révolution russe et de la III[e] Internationale, le mouvement syndical, dans quelques pays d'Europe, est redevenu, durant de courtes années, un instrument de combat de la classe ouvrière et cette « école de socialisme » dont parlait Marx. Il n'est pas possible de retracer ici les péripéties de ce vigoureux redressement, mais il est nécessaire de souligner que, tout autant que la faillite du réformisme, il a ravivé de façon également définitive, cette vérité que plusieurs décennies d'idylle sociale avaient fait oublier : la lutte de classe est lutte politique, sans autre issue possible que la prise révolutionnaire du pouvoir, et les revendications immédiates n'ont de sens et d'efficacité que si elles y préparent le prolétariat.

Durant une courte phase, *réformistes* et *révolutionnaires* demeurèrent face à face dans le même organisme ouvrier, mais non plus comme partisans formellement d'accord sur le même but et divergeant seulement sur les moyens de le réaliser : comme adversaires implacables parce que représentant des *intérêts de classe* diamétralement opposés. Cette brève interruption de la déchéance historique du mouvement syndical a établi de manière irréversible que cet organisme n'est plus, automatiquement et en vertu de sa seule composition sociale, une arme indéfectible de la classe ouvrière.

Pour la rendre à sa fonction de classe il faut qu'elle soit *reconquise* par le parti prolétarien. La leçon de la faillite historique du réformisme — quel que soit le poids de l'inertie sociale consécutive à la défaite de la révolution, quel que soit le délai qui nous sépare d'un nouveau réveil prolétarien — c'est que la lutte de classe, désormais, passe *à l'intérieur du syndicat* ; ce dernier étant susceptible, selon l'influence qui y domine, de redevenir *centre de mobilisation* sociale de toutes les classes exploitées ou de poursuivre son évolution comme appendice de plus en plus servile du pouvoir bourgeois. Le contenu de cette alternative sera l'objet de notre prochain et dernier article.

En marge du cinquantenaire d' Octobre 1917

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- **Les grandes leçons d'Octobre 1917.**
- **Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie.**
  - **Seul le marxisme tire les leçons de l'histoire**
  - **La "leçon" bourgeoise**
  - **La "leçon" social-démocrate**
  - **La "leçon" anarchiste**
  - **La "leçon" du socialisme d'entreprise**
  - **La "leçon" trotskyste**
- **L'économie russe de la révolution à nos jours.**

La brochure d[…] 188 pages : 9 F.

En v[…]te d[…] principaux kiosques et librairies ou à l'adre[…] « […]taire ».

omiques nation

prime des intérê

"Bien-être" ... coûteux !

Il est intéressant d'écouter les bourgeois lorsqu'ils parlent du prix du « bien-être » moderne, surtout lorsqu'il s'agit du pays le plus évolué du monde, les Etats-Unis. Leur langage illustre on ne peut mieux cette loi de la misère croissante dont Marx faisait le compagnon de route indéfectible de l'économie capitaliste.

Que la production augmente et avec elle le «bien-être» (les deux termes étant évidemment inséparables pour les économistes et politiciens bourgeois) ou encore que s'élargisse indéfiniment le marché de cette production, cela signifie en réalité qu'augmente parallèlement l'armée des salariés, c'est-à-dire de ceux qui n'ont d'autre « valeur » à mettre sur le marché que leurs bras pour travailler. Cela veut dire que la dépendance du travail à l'égard du capital devient encore plus grande, donc la misère au sens marxiste du terme.

Dans le cas spécifique d'un pays comme les Etats-Unis qui, grâce à leur domination du marché mondial et au contrôle politique effectif de plus de la moitié de la planète, semblent avoir la possibilité de surmonter leurs contradictions internes et de parvenir à ce qu'ils appellent ce fameux « bien-être », la note à payer pour l'obtenir n'est-elle pas encore bien lourde ? Consultons à ce sujet les chroniques de quelques journaux : ce ne sont certes que des bribes d'information sociale, mais non dépourvues d'intérêt.

Statistiques en mains l'économiste distingué nous démontrera que les salaires ont augmenté et permettent un meilleur style de vie. Mais si l'on complète ces statistiques par d'autres données officielles et indiscutables on constate que ces augmentations ont été complètement dévorées par la hausse du coût de la vie et par l'inflation. D'après la revue " Life ", l'Américain qui gagne aujourd'hui 60.000 dollars par an a un pouvoir d'achat moindre de celui de 1959, lorsqu'il touchait nominalement 20.000 dollars de moins.

La rage de « l'Américain moyen » se tourne contre les impôts et les « aides » à l'étranger. En fait, les dépenses de l'Etat dont l'incidence est la plus effective sont d'ordre militaire. En effet, les « dépenses gouvernementales pour la défense (Viet-nam exclu), représentent bien plus de la moitié de l'impôt qu'il paie ». En outre les « gaspillages » militaires sont évalués par les plus prudents conservateurs à 3 ou 4 milliards (les dépenses consenties pour l'aide à l'étranger à 1 milliard 800 millions) tandis que les valeureux « pacifistes » (du Sénat) les estiment à une diaine de milliards de dollars au moins. Voilà l'avantage d'être né citoyen d'un Etat qui domine le monde...

Une autre particularité intéressante réside dans les consé-

(*Suite page* 4)

Correspondance :
" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert
Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE
Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste " et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

LIBERATION NATIONALE EN TOUT GENRE

Les néo-staliniens de l' " Humanité Rouge " publient dans leur n° 42 un article sur la question nationale en France. Ces spécialistes de la libération nationale en tout genre ne savent plus quoi trouver pour placer leurs couplets nationaux. Le soutien du capitalisme français contre le « néo-colonialisme U. S. » étant apparu trop ouvertement réactionnaire lorsqu'il fut prôné par le Centre Marxiste-Léniniste de France, les pro-chinois ont trouvé de nouvelles nations à défendre : les nations opprimées de France.

En effet, ayant constaté la résurgence des aspirations particularistes en France (Bretagne, Languedoc, etc...) les maoïstes de l' " Humanité Rouge " s'interrogent sur la nature et les causes de ces mouvements. Ils en trouvent l'explication dans la formation de la nation française, formation qui s'est accomplie depuis le Moyen-Age par l'intégration de différentes nationalités dans un ensemble plus vaste, la nation. Or ces nationalités, opprimées par les nationalistes chauvins français, n'auraient pu, du fait de l'intégration culturelle et de la discrimination linguistique, se développer normalement car, nous disent les pro-chinois, « privé de son moyen d'expression original, l'assimilé est souvent un déraciné, presque toujours un handicapé ».

Il n'est donc pas étonnant « que les 3/5mes du territoire français constituent une zone sous-développée et que cette zone corresponde pour l'essentiel aux contrées peuplées d'ethnies minoritaires ». La moralité de l'histoire serait donc la suivante : si on avait laissé aux Bretons leur langue, ils auraient pu développer un capitalisme breton florissant ! Cette brillante application de la thèse stalinienne selon laquelle la langue est une infrastructure, donne des résultats pour le moins curieux, certainement en accord avec le « marxisme-léninisme-stalinien-maoïste », mais qui n'ont rien à voir avec le marxisme tout court. Car la question est là : est-ce l'évolution économique qui détermine l'évolution linguistique et culturelle ou l'inverse ? Est-ce parce qu'elle est pauvre que la Bretagne a gardé sa langue ou l'inverse ?

En attribuant à la violence le rôle de mère de l'histoire (conformément aux dogmes et actions de Staline), les maoïstes inversent tout, oubliant le facteur fondamental de l'unification de l'hexagone : l'économie marchande depuis le Moyen-Age, puis le capitalisme. Car en dernier ressort, c'est là qu'il faut chercher la puissance qui réduit les différences entre peuples, qui unit les pays en se les soumettant. L'unification politique, sociale, culturelle est la conséquence de ce mouvement irrésistible, alors que la « diplomatie, les mariages princiers, la guerre » ne sont que les instruments. Et si, dans certaines régions (comme la Bretagne), la langue originelle est restée vivace, ce n'est pas en vertu d'une quelconque supériorité culturelle, mais plutôt du fait d'une pauvreté naturelle qui interdit une intégration complète au marché national. Par contre, le Languedoc, province riche, facilement intégrée économiquement dès le 14e siècle, perdit son originalité, sa langue, qui ne se survit plus que dans les vallées reculées sous la forme de dialectes multiples.

Quant au problème du sous-développement des régions, il ne relève pas, lui non plus, du « chauvinisme français », mais bien du développement capitaliste. Car si le capitalisme permet un essor sans précédent des forces productives, il n'a pas pour but de satisfaire des besoins sociaux, quels qu'ils soient : son seul but c'est sa survie par une reproduction sans cesse élargie, qui exige une plus-value sans cesse croissante ; seuls ces critères importent et font que certaines régions s'hypertrophient à cause de leurs richesses naturelles, et que d'autres s'étiolent et sont désertées. La rentabilité capitaliste n'est pas un trompe-l'œil comme le prétendent les imbéciles, mais bien une réalité, une nécessité vitale. Alors, quand messieurs les maoïstes se plaignent de ce que « le néo-colonialisme français trouve plus « rentable » de soutenir en Mauritanie (...) un gouvernement à sa dévotion (qui lui permet d'exploiter pour presque rien le minerai de fer local) que de maintenir l'activité des mines lorraines », qu'ils nous permettent de rire ! Ce qu'ils souhaitent, en somme, c'est un capitalisme bien français, bien de chez nous, patriotique et qui n'ira pas se mêler de ce qui se passe à côté ! Avec un Etat démocratique (ou bien centralisé démocratiquement) !

Que la crise du capitalisme français se traduise par un regain des aspirations particularistes est une chose ; prôner la libération nationale pour chacune des régions en est une autre. Revenir à une culture abolie depuis longtemps, recréer une langue quasiment disparue est une entreprise fortement petite-bourgeoise dont les résultats sont parfois étonnants : certains occitans ne prêchent-ils pas le retour au Catharisme, qui serait l'essence de l'âme occitane ! Dans le meilleur des cas ce ne peut être que l'exaltation de ce qui n'est plus qu'un folklore, témoignage d'une misère passée ou encore actuelle.

Ce n'est pas non plus le retour au morcellement de la France pré-capitaliste qui fera du monde « une communauté fraternelle et égalitaire de peuples et de nations », car justement ce dont souffre le développement économique et social actuel c'est de la division de l'Europe et du monde en **nations**, division que seule la révolution prolétarienne pourra abolir. Mais les staliniens de l' " Humanité Rouge ", tout inhibés qu'ils sont de la pensée étriquée et fortement chauvine de Staline (cf. La Russification de la Géorgie par Staline et Ordjonikidze en 1922), ont certainement oublié (ou renié) cette conclusion d'un révolutionnaire que pour notre part nous considérons comme plus conséquent que les Staline, Mao et Tuttiquanti : « les démarcations nationales et » les antagonismes entre les peu» ples disparaissent déjà de plus » en plus avec le développement » de la bourgeoisie, la liberté de » commerce, le marché mondial, » l'uniformité de la production » industrielle et les conditions » d'existence qu'ils entraînent. » La domination du prolétariat » les fera disparaître plus enco» re » (Marx, **Manifeste du Parti Communiste**).

" BIEN-ÊTRE "... ...COUTEUX !

(*Suite de la page* 3)

quences diverses de la disparition du petit commerçant et de l'artisan, déjà impliquée dans la tendance naturelle du capitalisme, mais qui semble avoir atteint aux Etats-Unis des limites extrêmes. Avec l'élimination de ces éléments sociaux, le capitalisme a obtenu deux grands résultats. D'une part, l'économie a achevé de se concentrer dans des mains toujours moins nombreuses (prévision marxiste, sauf erreur ?), même dans le domaine de la distribution. D'autre part, « l'Américain moyen » (pour ne rien dire de l'ouvrier : cette catégorie n'existe pas pour les statistiques) ne peut même pas utiliser jusqu'au bout les produits qu'il a achetés. En effet : « aujourd'hui le citoyen doit dépenser beaucoup plus pour les appartements, les automobiles, les appareils ménagers **qui ne peuvent plus être réparés** et qui se déprécient donc beaucoup plus vite. Le manque de plombiers, d'électriciens, de maçons, etc., est désormais chose passée dans les mœurs. Mais ce que l'on ne croyait pas possible et qui pourtant est en train de se réaliser c'est que les mécaniciens, les réparateurs d'appareils électro-ménagers et de téléviseurs commencent aussi à manquer. »

Ces « miracles de la technique », nous en connaissons bien les effets. Chaque produit doit durer le **moins de temps** possible; il est donc fabriqué de manière à être rapidement hors d'usage ou à apparaître « périmé » dans les délais les plus brefs (ce qui constitue, indiscutablement un... progrès !). Ainsi, après le mythe de l'augmentation du « revenu », c'est celui du « confort » et du « bien-être » qui s'en va également en fumée.

Il fut un temps où l'on faisait fréquemment ses provisions chez l'épicier, ce voleur artisanal. Aujourd'hui, on concentre ses achats sur les grands supermarchés où tout est mis en œuvre pour déclencher les réflexes d'un acheteur soumis au matraquage de la publicité. La petite économie réalisée, si l'inflation en laisse quelque chose, est vite absorbée par l'entretien de la voiture. Celle-ci n'est plus un privilège, mais une triste nécessité, en particulier pour celui qui habite loin de son lieu de travail, toujours mal desservi par les transports publics.

Ultime agrément de la vie américaine, les cartes de crédit. Elles sont non seulement délivrées par les banques, mais encore envoyées directement à domicile. (On rapporte le cas d'une famille qui reçut 18 de ces cartes : les enfants les utilisèrent en s'endettant par millions). Un sénateur en a excellemment résumé l'effet : « l'arrivée de la carte de crédit signifie pour un tas de gens la possibilité de **s'ensevelir rapidement sous les dettes** ».

Le fait est que les banques ne sont jamais perdantes : elles sont assurées, ne sont pas responsables des dettes de leurs clients, et elles perçoivent en outre un intérêt de 1,8 % par mois. La trouvaille dernier cri à ce sujet est une machine japonaise . on glisse la carte de crédit et dans un tiroir apparaît miraculeusement l'argent comptant. Merveille de la super-société capitaliste, bardée de machines productrices de richesses pour tous ! On estime que les cartes de crédit en circulation aux U. S. A. avoisinnent les 200 millions, ce qui amène le pauvre citoyen moyen à découvrir amèrement que dans la société du bien-être on est rapidement contraint de se déclarer en faillite : en Amérique, en effet, même une personne privée peut être déclarée en faillite !

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1970

LISTE N° 3

Benito, 10; Mario, 10; R.M.P., 527; Gouadeloup, 107; Bistrot, 4,50; Suresnes, 50; Suresnes, 10; Montreuil, 50 ; François, 140 ; Robert, soutien, 25 ; R. Arles, 10; Emile, 26; X..., 5,30 ; S., 70; A. et M., 20 ; Ther, 5; Lucien, 30; Gabriel, soutien, 6 ; Gérard, 20 ; Claude, soutien, 5 ; R. et R., 40.

Total liste N° 3..	1.170,80 F
Total précédent..	1.872,15 F
Total général	3.042,95 F

IV. - La contre-révolution stalinienne

(*Suite de la 1re page*)

que deux ans plus tard quel est le véritable ennemi de la révolution, ce « corps étranger » dans le parti bolchevique que l'histoire destinait, au cours des dix années suivantes, à être leur propre bourreau.

On peut aujourd'hui mesurer, à l'examen des vains efforts et des vicissitudes sans nombre de cette opposition groupée autour de Trotsky contre la toute-puissante clique de Staline, combien étaient faibles et précaires les bases strictement russes **de la perspective grandiose de Lénine dès lors que l'Occident (que toute révolution en Russie devait selon Marx « soulever ») n'était pas à même de répondre en force à cet appel.**

Au million — ou presque — de nouveaux éléments, généralement incultes, introduits en masse par Staline dans le parti bolchevique pour y appuyer sa politique de liquidation de la révolution internationale, ne s'opposent, dans les moments cruciaux, que quelques centaines **de communistes authentiques et courageux. Une telle disproportion de force serait inexplicable si on ne se référait à cette donnée fondamentale de la révolution d'Octobre : au-delà des tâches purement bourgeoises de cette révolution, toute la « nation russe » — c'est-à-dire toutes les classes, hormis un prolétariat extrêmement minoritaire — ne constituait qu'un seul et même obstacle colossal à la lutte pour le socialisme. C'est là un fait capital qu'ignore ou sous-estime toute** critique démocratique **du stalinisme qui oppose, à juste titre, l'honnêteté scientifique d'un Lénine à la grossière brutalité politique d'un Staline dépourvu de tout scrupule, mais ne va pas au-delà de ce qui n'est que simple phénoménologie d'un colossal mouvement de force social et historique : celui du** capitalisme russe **qui, face à un parti politique conçu pour œuvrer pour le socialisme, le considère, avec raison, comme son obstacle le plus immédiat et doit donc, pour se frayer la voie, en briser le nerf politique, en vider la substance sociale.**

Il ne saurait être question ici d'exposer, même en les mutilant, les conditions dans lesquelles il y parvint. Renvoyant le lecteur à notre étude " Bilan d'une révolution ", publiée dans " Programme communiste ", numéro spécial 40-42, nous nous bornerons à en esquisser les grandes lignes sur le plan politique.

Durant les luttes internes qui précèdent la victoire définitive du stalinisme en 1929-30, aucune des mesures économiques sur lesquelles s'opposent les fractions du parti ne prétend s'affranchir du cadre des rapports de production capitalistes ; aucune n'a le droit de s'appeler socialiste. **Sous sa formule pittoresque, le problème posé par la « crise des ciseaux » ne cesse de s'aggraver avec toutes ses conséquences économiques et sociales, ses incidences sur l'état de la production industrielle et le rapport social des forces. La gauche de Trotsky soutient le principe d'une industrialisation préalable comme condition de développement de l'agriculture et préconise par ailleurs l'appui au paysan** pauvre. **La droite de Boukharine (mais les** noms **ne sont donnés ici que comme points de repère) mise sur l'enrichissement du paysan** moyen **et l'accroissement de son capital d'exercice en vue de son ultérieure confiscation. Le centre de Staline, lui, n'a pas de position, se bornant à piller à droite et à gauche ce qui convient le mieux à son maintien au timon de l'Etat et c'est pour cette raison que n'apparaît pas clairement, dans ces polémiques, la véritable** ligne de démarcation **entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Le centre stalinien, s'il peut ainsi utiliser alternativement telle ou telle mesure inspirée par la « gauche » ou la « droite », n'a finalement qu'une fonction : sauver et renforcer l'Etat** russe, **la nation** russe : **réduisant la double révolution à son seul volet antiféodal et donc capitaliste, il est foncièrement anti-communiste.**

Fidèles à Lénine, la gauche et la droite savent que tout dépend, en définitive, de la révolution internationale, qu'il s'agit de tenir **jusqu'à ce qu'elle triomphe et si elles s'opposent violemment, c'est sur l'**efficacité **respective des mesures qu'elles proposent l'une et l'autre dans ce but. La préoccupation du centre est toute différente ; il a déjà rompu, lui, avec cette révolution internationale et n'a donc, du point de vue politique, qu'un but: abattre ceux qui lui sont restés attachés. La façon dont Staline triomphe en définitive l'illustre clairement. Il s'appuie d'abord sur la droite dont il adopte** le **programme d'appui au payson moyen en accusant Trotsky, sous des bordées d'injures, de saboter l'indéfectible alliance " léniniste " de la paysannerie et du prolétariat. En un second temps, devant l'échec de cette politique et pris de panique face à la menace du koulak, il élimine la droite en traînant Boukharine dans la boue, en l'accusant — à tort — d'exprimer les intérêts de la bourgeoisie rurale. La manœuvre réussit si bien que Boukharine, lorsqu'il aura tenté un moment de se rapprocher de Trotsky, ne sera pas parvenu à le convaincre que la droite est** marxiste **alors que le centre ne l'est pas : certains partisans de Trotsky considèreront même comme un pas du centre vers la gauche l'emprunt que Staline, pour les besoins de la cause, fait à leurs propres positions.**

Bien entendu, cette lutte « physique » n'est que l'expression, au sommet du Parti et de l'Etat, de l'offensive des forces économiques souterraines dont il a été question plus haut. Mais elle montre quelle violente marche arrière **sur le plan politique était nécessaire pour qu'elles puissent triompher, tandis que sur le plan économique il n'était aucunement indispensable de procéder de la même façon. Solution de la gauche, solution de la droite n'étaient pas socialistes. La « solution Staline » ne l'était pas davantage, bien qu'elle ait semblé s'inspirer — lors de la collectivisation forcée du mouvement et kolkozien dont nous parlerons ultérieurement — d'une caricature de la position de Trotsky. L'explication de ce paradoxe réside dans le fait qu'aucune solution** russe **ne pouvait commander la réalisation, même lointaine, du communisme si la révolution internationale était battue.**

L'effort surhumain de ceux qui s'entredéchiraient sur les moyens de faire violence **à cette dure réalité historique leur masqua leur** ennemi commun **qu'un Boukharine n'identifia peut-être qu'au moment où il sentit sur la nuque le froid revolver du bourreau.**

Que l'ennemi d'une révolution sociale **puisse être simplement une armée de** tueurs, **cela prouve que le caractère** socialiste **d'Octobre 1917, si on l'isole de l'appui escompté du prolétariat international, se réduisait à la** volonté **d'un parti, c'est-à-dire d'un** groupe d'hommes, **allant d'ailleurs s'amenuisant sous le poids des faits hostiles ; et tuer des révolutionnaires est bien la tâche qui incombe à toute contre-révolution.**

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG - EN - BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT - ETIENNE, TOULON, désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au " PROLETAIRE ", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

1, 3 et 5, boulevard Schlœsing

MARSEILLE (Xme)

Distribué _____ **P. P.**